

Evaluation des services de base et besoins multisectoriels dans la commune de Ngaoundaye

Mai 2024 | République Centrafricaine

Messages clés

- La réhabilitation des infrastructures éducatives et de santé, ainsi que la réhabilitation des points d'eau et des maisons détruites, ont été identifiées comme des priorités par les enquêtés afin d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations locales. Les points d'eau nécessiteraient une attention particulière, du point de vue financier et en termes d'équipements de maintenance pour garantir leur fonctionnalité et accessibilité.
- Les IC ont souligné le besoin d'amélioration de la gestion et de la coordination de l'arrivée des retournés. Ils ont mentionné l'importance de disposer davantage de ressources financières, humaines et logistiques afin d'améliorer l'efficacité de la gestion. De plus, ils ont souligné le besoin pour une alerte précoce des déplacements vers Ngaoundaye pour améliorer la gestion des retournés dans la localité.
- L'accès aux services de base (marché, soins médicaux, points d'eau) se fait généralement sans discrimination (entre la population hôte et les retournés). Cependant, des tensions communautaires ont été rapportées suite à l'arrivée des retournés à Ngaoundaye. Par conséquent, la cohésion sociale reste un point d'intérêt pour la localité.

Contexte & Justification

Depuis 2013, la République centrafricaine (RCA) a été confrontée à plusieurs crises.¹ Celles-ci sont liées à plusieurs facteurs, notamment, à l'insécurité, aux conditions météorologiques, allant des inondations à la sécheresse, et aux tensions communautaires. S'ajoute à cela un maillage des infrastructures faible.² Ainsi, la population s'est retrouvée face à plusieurs obstacles pour accéder aux services de base d'une part, et d'autre part, à l'impossibilité pour les acteurs humanitaires d'atteindre certaines zones. Par ailleurs, les données concernant ces zones difficiles d'accès demeurent limitées.

Les zones considérées comme difficiles à atteindre dans le contexte de la RCA comprennent les sous-préfectures du Nord-Ouest (comme Ngaoundaye), du Nord-Est (Ouadda et Ouanda djalle), du Sud-Est (Bambouti, Yalinga et Zangba). La zone Nord-Est est aussi impactée par l'insécurité. De plus, elle demeure à haut risque en matière d'incidents liés à la transhumance et aux changements climatiques, limitant ainsi l'accès aux services de base dans une région déjà vulnérable et difficilement accessible. Dans le Nord-Ouest, l'insécurité persistante se manifeste également.³ De plus, la région reste exposée aux risques élevés liés aux mines antipersonnel, limitant ainsi l'accès aux services de base dans des préfectures vulnérables et difficiles d'accès.

REACH Initiative a réalisé une évaluation des infrastructures de base et des besoins multisectoriels des populations hôtes et retournés dans Ngaoundaye afin de disposer d'informations locales supplémentaires pour informer la réponse. Dans la localité de Ngaoundaye, un certain nombre de retournés/rapatriés étaient présents, raison pour laquelle REACH a identifié cette commune afin de mener son étude.⁴ Cette identification a aussi été réalisée conjointement avec l'équipe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en RCA, et afin de mieux comprendre les besoins existants des retournés et rapatriés liés au déplacement. Cette évaluation a pour but de renseigner une réponse post-urgence et faciliter la transition vers un relèvement et davantage de résilience des populations.

GESTION

Selon les participants aux groupes de discussion et un IC, un nombre conséquent de retournés (1691 pour la sous-préfecture de Ngaoundaye en 2023)⁴ sont présents actuellement dans la localité de Ngaoundaye, ce qui a impacté l'accessibilité aux services sociocommunautaires au cours des trois derniers mois. Les acteurs de la coordination n'auraient pas de mécanismes pour faire face à cet afflux de retournés. Des lacunes dans la gestion de l'accueil des retournés et pour garantir l'accès de l'ensemble de la population de Ngaoundaye aux services de base ont été mentionnées par tous les IC. Davantage de ressources financières, humaines et logistiques ont été sollicitées afin d'améliorer la gestion sur place.

Cartographie des acteurs

Plusieurs acteurs humanitaires ont été rapportés comme étant présents dans la localité et organisent des interventions pour faciliter l'accès de la population de Ngaoundaye aux services sociocommunautaires. Un acteur humanitaire présent à Ngaoundaye avait pour but de sensibiliser la communauté sur les thèmes de gratuité des soins pour femmes et enfants, d'hygiène environnementale et de distribuer des kits d'hygiène. Avec l'appui de l'église catholique, cet acteur est également en train de construire un nouveau bâtiment scolaire pour le lycée de Ngaoundaye. Les groupes de discussion rapportent qu'une autre ONG présente dans Ngaoundaye a mené des activités au niveau des points d'eau (réparation des forages). Les ONG internationales et locales opèrent indépendamment et informent la mairie lorsqu'elles lancent des activités. Les écoles publiques primaires et secondaires sont sous la responsabilité de l'État, à l'exception des deux établissements privés confessionnels.

Coordination entre acteurs

Les résultats des enquêtes qualitatives ont montré qu'une structure de coordination et d'échange d'informations régulier entre les différents acteurs en charge des services sociocommunautaires ne semblait pas exister au moment de la collecte de données dans la localité de Ngaoundaye. En l'absence d'une telle structure, chaque organisation avait sa propre méthode de fonctionnement et de collaboration avec la communauté et les autorités. Toutefois, concernant la coordination entre les acteurs administratifs au niveau de la sous-préfecture, il y avait des rencontres entre acteurs des municipalités et des échanges sur les activités réalisées dans les communes. Par ailleurs, des échanges d'informations entre les chefs de groupement et la mairie avaient lieu régulièrement selon les IC. La sous-préfecture avait la responsabilité de la coordination pour assurer une coopération entre les différents acteurs présents dans la localité, selon les enquêtés, en revanche un manque de ressources empêcherait une amélioration de la coordination existante.

Gestion de l'information des déplacements de population

Les IC ont indiqué que les autorités n'étaient pas prévenues en avance du déplacement des retournés qui se dirigeaient vers Ngaoundaye, mais dès que les retournés arrivent dans la localité, selon un IC, les chefs de groupement informent le maire, et celui-ci informe le sous-préfet. Un autre IC a également rapporté que c'est le sous-bureau de OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies) à Bocaranga (50 km au sud de Ngaoundaye) et le RRM (Rapid Response Mechanism) de ACF (Action Contre la Faim) depuis Bouar qui coordonnaient les alertes sur les mouvements de population. Au niveau de la sous-préfecture, une demande d'appui auprès du HCR (l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés) présent au Cameroun et au Tchad pour signaler les mouvements des retournés a été rapportée.



Couverture de l'évaluation dans Ngaoundaye

Niveau sous-préfecture :

Un entretien semi-structuré auprès de sous-préfecture.

Niveau local :

Ngaoundaye : 38 entretiens structurés auprès des gestionnaires des services de base ; Quatre groupes de discussion (FGD) auprès des populations ; 4 entretiens semi-structurés auprès des autorités locales et des acteurs humanitaires opérant dans la localité.

Eau, Hygiène et Assainissement

Cinq catégories de points d'eau ont été identifiées parmi les 29 points d'eau évalués. Ainsi, les IC ont dénombré au total 21 sources d'eau améliorées (une source aménagée, des forages à pompes à motricité humaine et des puits protégés) et 8 sources d'eau non-améliorées (puits non protégés et sources non aménagées) parmi les infrastructures évaluées. Dans la ville de Ngaoundaye, les IC ont rapporté que 23 des 29 points d'eau étaient fonctionnels et que 2 et 4 des points d'eau étaient respectivement non-fonctionnels, et partiellement fonctionnels, au moment de l'évaluation. Parmi les deux points d'eau non fonctionnels, les IC ont mentionné un forage à pompe et une source non aménagée (source d'eau naturelle qui n'a pas été modifiée ou améliorée).

Les principales raisons de la non-fonctionnalité et de la fonctionnalité partielle des points d'eau seraient le manque de moyens ou d'équipements pour la maintenance, d'après les IC et les groupes de discussion.

Catégories de points d'eau évalués dans la ville de Ngaoundaye

Forage à pompe (PMH)	14
Puit non protégé (traditionnel)	6
Puit protégé (cimenté)	6
Source non aménagée	2
Source aménagée	1

Fréquentation

Au cours des six derniers mois, la fréquentation des points d'eau a augmenté selon 25 des gestionnaires de points d'eau fonctionnelle (sur 27), avec une forte augmentation pour 11 d'entre eux. Plus de la moitié des gestionnaires attribuaient cette hausse à des déplacements récents vers la localité. Par ailleurs, quatre points d'eau étaient utilisés par moins de 50 ménages, 15 sont utilisés par 50 à 100 ménages et 8 sont utilisés par 101 à 250 ménages. Le temps moyen d'attente avant d'accéder à une source d'eau dépasse une heure selon neuf des IC aux points d'eau fonctionnels évalués. Ce temps moyen d'attente varie de 15 à 30 minutes pour quatre points d'eau fonctionnels et de 30 minutes à une heure pour 10 autres points d'eau fonctionnels. Les IC gestionnaires des quatre points d'eau rapportent n'avoir aucun temps d'attente.

Estimations du nombre d'utilisateurs par jour, par point d'eau évalué, dans la ville de Ngaoundaye (N=27)

Entre 101 et 250	8
Entre 50 et 100	15
Moins de 50	4

25

des 27 gestionnaires ont rapporté une hausse de la fréquentation des points d'eau fonctionnels au cours des six derniers mois.

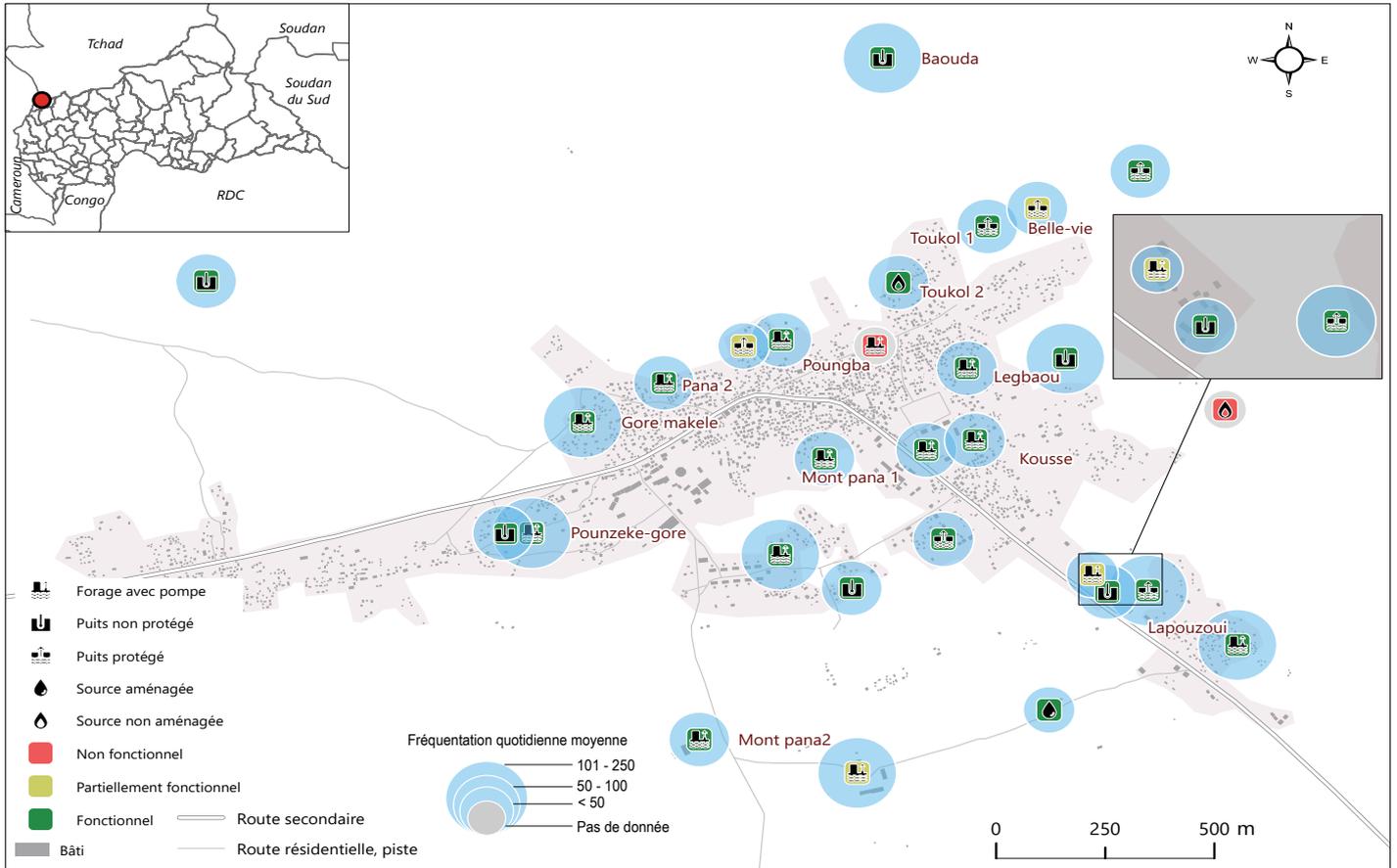
Barrières d'accès

L'accès à l'eau dans la localité de Ngaoundaye était parfois source de tensions entre les différents usagers, selon les participants de 3 des 4 groupes de discussion. La principale raison de ces tensions était le temps d'attente, qui a augmenté au cours des trois derniers mois, selon des informateurs clés (IC) gestionnaires. D'autres causes de tensions autour de l'utilisation des points d'eau incluaient des tensions intercommunautaires (4/29) et des problèmes de fonctionnement des infrastructures (3/29). Seulement trois des IC gestionnaires rapportaient l'absence de tensions autour de l'utilisation des points d'eau.

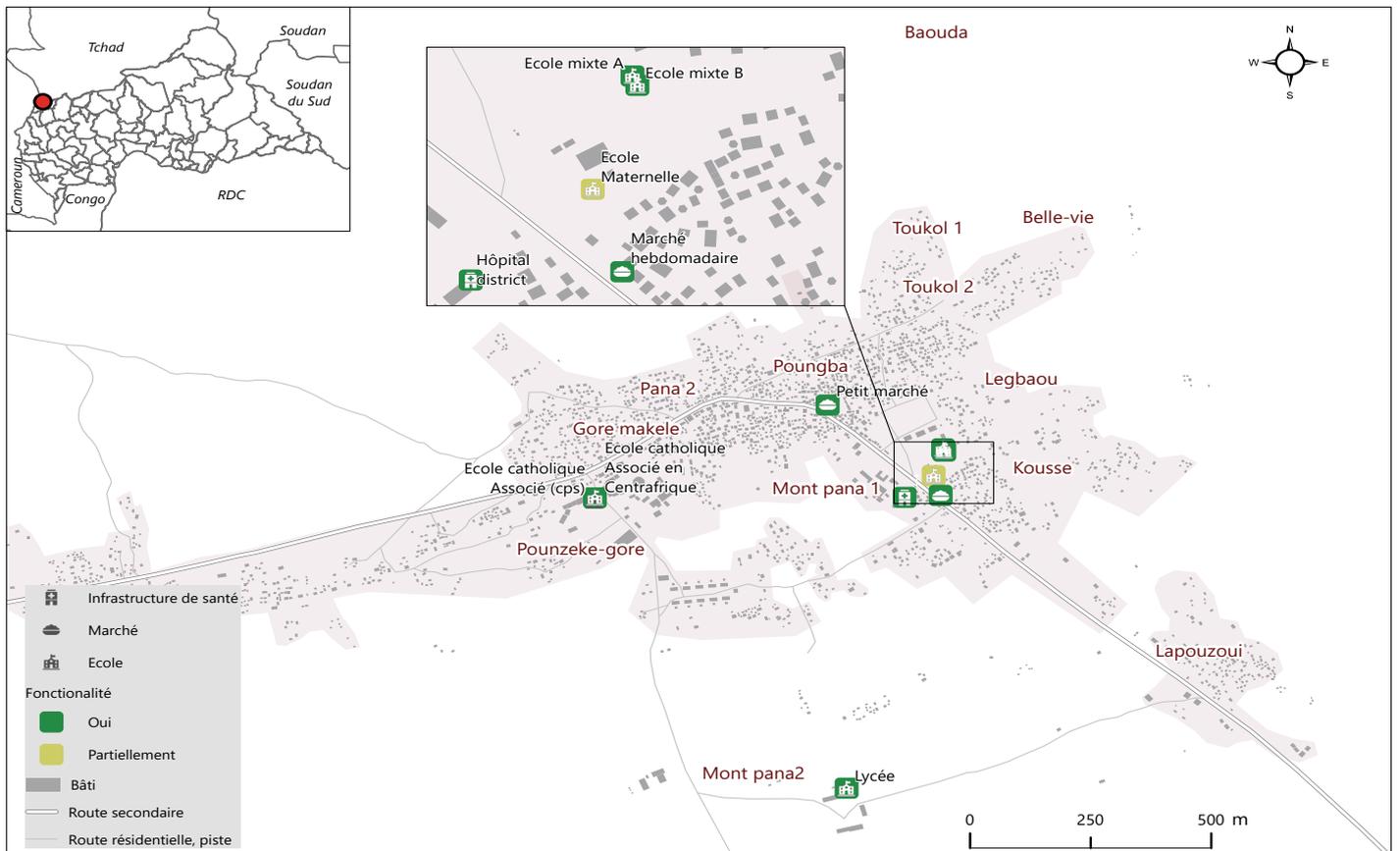
En termes d'accès, 9 sur 29 des points d'eau étaient payants d'après les IC. Par ailleurs, des participants aux groupes de discussion ont mentionné que l'accès était limité par la répartition des points d'eau à travers Ngaoundaye. Un changement dans l'accès a également été constaté par les groupes de discussion au cours des trois derniers mois, qui serait expliqué par des tensions communautaires, des problèmes de débit d'eau, des pannes des forages (3/4), une augmentation du nombre d'usagers et une augmentation du temps d'attente.



Carte 1 Cartographie des points d'eau à Ngaoundaye



Carte 2 Cartographie des structures d'éducation, de santé et les marchés à Ngaoundaye



EDUCATION

Six infrastructures éducatives ont été évaluées dans la localité de Ngaoundaye : deux écoles privées (École Catholique primaire/secondaire et préscolaire) et quatre écoles publiques. Les établissements publics (École mixte A, École mixte B) et l'École Catholique (privé) offraient des cours pour le niveau primaire (six à onze ans) et secondaire (douze à dix-sept ans). Un autre établissement public, appelé Lycée Révérend Père Inzo Canazzi, offrait des cours au niveau secondaire et pour niveaux scolaires supérieurs (dix-huit ans et plus). Deux autres établissements, l'École Catholique préscolaire et l'École maternelle de Ngaoundaye, offraient des cours uniquement aux préscolaires.

Par rapport à la fonctionnalité des établissements scolaires, cinq infrastructures éducatives évaluées ont été rapportées comme étant fonctionnelles. L'école maternelle était quant à elle partiellement fonctionnelle (latrines non-fonctionnelles). Cependant, des contraintes quotidiennes empêchaient le bon fonctionnement des établissements, telles que l'insuffisance de matériels éducatifs (livres et matériel de formation pour 4/6 établissements) et l'insuffisance de mobiliers (tables et chaises pour 4/6 établissements). Les participants aux groupes de discussion ont mentionné que les écoles publiques faisaient face à des difficultés telles que des classes surchargées, le manque de matériel scolaire, et la qualité de l'enseignement. La demande pour des enseignants qualifiés et une meilleure prise en charge des maîtres-parents était forte parmi tous les participants aux groupes de discussion. Cela semblait être lié au nombre d'enseignants présents dans les écoles. A titre d'exemple, l'École Catholique de Ngaoundaye (primaire/secondaire) comptait 12 enseignants qualifiés et aucun maître-parent. Quant aux trois écoles publiques secondaires, elles recensaient, selon les IC, un enseignant qualifié et une estimation de sept maîtres-parents. Seule l'École Mixte A était rapportée comme ayant de l'électricité (panneaux solaires).

Fréquentation

Selon les IC des établissements scolaires, le nombre d'élèves par classe variait fortement, avec un maximum de 202 élèves par classe pour l'École Mixte A. Les deux écoles privées auraient un nombre beaucoup moins élevé (55 et 57) comparé au nombre d'élèves par classe dans les écoles publiques. Selon les IC, quatre des six établissements scolaires évalués dans la localité de Ngaoundaye avaient une fréquentation d'élèves à 100% de leur capacité. Seul le Lycée Révérend Père Inzo Canazzi n'atteignait pas sa capacité maximale (630 élèves pour une capacité de 999). Les IC ont également rapporté que l'École Mixte A avait une fréquentation d'élèves supérieure à sa capacité maximale (1231 élèves pour une capacité de 999), ce qui se reflétait également dans le nombre élevé d'élèves par classe (202). De plus, cet établissement scolaire était la seule école publique à refuser des inscriptions de nouveaux élèves (10 à 50 refus par an). Les autres écoles à refuser des inscriptions, selon les IC, étaient l'École Catholique primaire/secondaire (100-200 refus par an) et préscolaire (10-50 refus par an). En cas de refus d'inscription, une autre école formelle était systématiquement contactée pour connaître sa disponibilité, selon les IC.

Contraintes au sein des établissements scolaires, en nombre d'IC les ayant rapportées (N=6)

Manque de matériel/mobilier	4
Nombre/qualité enseignants	3
Bâtiment endommagé	3

Barrières d'accès

Les participants aux groupes de discussion ont identifié que la principale barrière d'accès à l'éducation à Ngaoundaye était le manque de ressources financières des parents. Les frais scolaires dans les établissements scolaires publique s'élevaient à 3500 FCFA par enfant et dans les structures privées à 15 000 FCFA par enfant. De plus, certaines communautés étaient peu satisfaites des services éducatifs en raison du manque d'enseignants, de matériel et de cantines scolaires. Par exemple, un IC issu des autorités locales a rapporté que le manque d'enseignants qualifiés dans certaines écoles primaires de la localité se conjugait au besoin de réhabilitation des infrastructures éducatives pour les étudiants du second cycle, qui étaient sans clôture et sans tôle. Par ailleurs, la demande pour des enseignants qualifiés et une meilleure prise en charge des maîtres-parents était forte parmi tous les participants aux groupes de discussion. Cela était lié au nombre d'enseignants présents dans les écoles. L'École Catholique de Ngaoundaye (primaire/secondaire) comptait 12 enseignants qualifiés et aucun maître-parent. Par ailleurs, les IC ont indiqué que les trois écoles publiques secondaires disposaient uniquement d'un enseignant qualifié, et une estimation de sept maîtres-parents. Un manque de ressources au niveau de la mairie pour soutenir les maîtres-parents et la formation des enseignants était également rapporté.



Un seul centre de santé a été évalué à Ngaoundaye : l'Hôpital de Ngaoundaye. Les participants du groupe de discussion ont rapporté que le centre de santé était public et offrait des soins payants. Cependant, tous les participants aux groupes de discussion témoignaient du fait que l'aide récente d'un acteur humanitaire avait permis de rendre les soins gratuits pour les femmes et les enfants.

Fonctionnalité

Selon les participants aux groupes de discussion, le centre de santé était fonctionnel et les services de soins étaient accessibles à toute la communauté de Ngaoundaye. Le temps d'attente pour une consultation était de 15 à 30 minutes. D'après un des IC, ce temps d'attente pouvait créer des tensions. Le centre de santé disposait de latrines et d'accès à l'eau potable pour les patients, mais manquait d'un système de traitement des déchets. Quant aux services de soins, un manque d'accompagnement pour l'allaitement et pour l'accouchement a été rapporté. De plus, un groupe de discussion a rapporté "un besoin prioritaire pour l'accompagnement des enfants ayant des grossesses précoces".

Fréquentation

Selon un IC, l'hôpital de Ngaoundaye pouvait accueillir moins de 50 patients par jour, et les consultations étaient payantes. Une autre observation était la baisse importante de la fréquentation de l'hôpital depuis les trois derniers mois, qui serait due à la fin de la saison des pluies et à une diminution des cas de paludisme.

Contraintes de l'établissements de santé rapportées par 1 IC

- Manque de matériel/mobilier
- Mauvaise qualité des routes
- Nombre des médicaments insuffisant
- Nombre de personnel insuffisant
- Manque de capacité de communication
- Vols des médicaments
- Impact d'enjeux politiques

Barrières d'accès

Selon les participants aux groupes de discussion, la principale difficulté d'accès aux infrastructures de santé était le manque de moyens financiers. De plus, la qualité des soins n'était pas satisfaisante car le centre de santé manquerait de médicaments. Enfin, les participants des groupes de discussion ont rapporté qu'ils souhaiteraient qu'il y ait une diminution des frais de consultation pour tous les patients. Trois IC rapportaient également un manque de moyens financiers des clients pour payer les médicaments et les examens biologiques obligatoires. Trois groupes de discussion ont par ailleurs expliqué que des soins traditionnels pouvaient être utilisés par manque de moyens financiers.

Besoins

Les besoins en matière de santé variaient fortement selon les groupes de discussion. Les participants des deux groupes de discussion hommes mentionnaient le besoin de renforcement des capacités des personnels. Les hommes hôtes demandaient également un premier secours psychologique et une formation sur ce sujet, ainsi qu'un centre d'écoute. Les participants aux deux groupes de discussion avec les retournés rapportaient un besoin de prise en charge des frais médicaux, ainsi qu'un besoin en dotation en médicaments. Les priorités spécifiques identifiées au niveau de la préfecture incluaient la prise en charge des femmes enceintes et allaitantes, et la création de moyens de déplacement pour l'évacuation des malades.



MARCHÉ

Deux marchés ont été évalués à Ngaoundaye : un grand marché hebdomadaire et un marché journalier. Selon les IC, le marché hebdomadaire comptait 90 commerçants et 67 dans le marché journalier. La Mairie était rapportée comme étant responsable de la gestion des deux marchés. Selon les participants du groupe de discussion, il existait un seul marché fonctionnel toute l'année à Ngaoundaye. Le marché hebdomadaire était ouvert le samedi en saisons sèche et pluvieuse. Au moment de l'évaluation, l'état des routes commençait à s'améliorer selon la majorité des participants aux groupes de discussion. Cependant, le marché journalier aurait fait face à une rupture de stock durant la saison des pluies. Sur les deux marchés, les biens non-alimentaires étaient rapportés comme étant peu disponibles. L'aspect logistique était un problème selon 3 IC, l'état des routes était trop dégradé, posant une barrière aux échanges commerciaux. Selon la Mairie, les marchés étaient mal approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires en raison de l'insécurité, des tracasseries routières, et de la mauvaise qualité des routes en général.

Fréquentation

Selon les participants au groupe de discussion, le marché hebdomadaire de Ngaoundaye était moins fréquenté que le marché journalier. Les usagers des marchés seraient environ de 250 personnes en moyenne par jour, selon l'IC du marché interrogé. Le nombre d'usagers aurait augmenté récemment.

Barrières d'accès

Selon les participants au groupe de discussion, il existait des barrières d'accès au marché pour la communauté. L'insécurité aurait entraîné une augmentation des prix des fournisseurs et une limitation dans la diversité des produits offerts sur les marchés. Les deux groupes de discussion hôtes exprimaient par ailleurs un besoin de distribution de kits NFI. Les groupes de discussion ont également mentionné que les marchés connaissaient un manque en produits non-alimentaires en raison du mauvais état des routes qui empêcherait l'importation de ces produits.

Contraintes d'approvisionnement par produit, par marché, rapportés par les deux IC

	Marché journalier	Marché hebdomadaire
Cereal/ Huile/ Epices/ Sucre	X	X
Oléagineux	X	
Tubercules		X
Fruits/ Legumes		X
Produits laitiers	X	
Produits animales	X	
NFI Savon/ Couverture/ Moustiquaires	X	X
NFI Charbon		X
NFI Produits hygiène/ Bouilloire/ Lampe solaire/ Vêtements	X	

VULNÉRABILITÉS SOUS-JACENTES

Selon les IC interrogés, l'accès aux services de base par les différents groupes de populations (retournés et hôtes) se faisait sans discrimination et en « bonne harmonie ». Cependant, l'arrivée des retournés à Ngaoundaye aurait limité l'accès aux services pour la population entière, ce qui aurait pu entraîner parfois des tensions intercommunautaires. Ces tensions ont été rapportées pour l'accès au marché et aux soins médicaux, et pour l'utilisation des points d'eau.

Gestion du foncier

Une demande pour la répartition et la gestion des zones pour l'élevage a été formulée par un groupe de discussion afin d'assurer la cohabitation pacifique entre les éleveurs transhumants et les éleveurs de Ngaoundaye.

Priorités des communautés

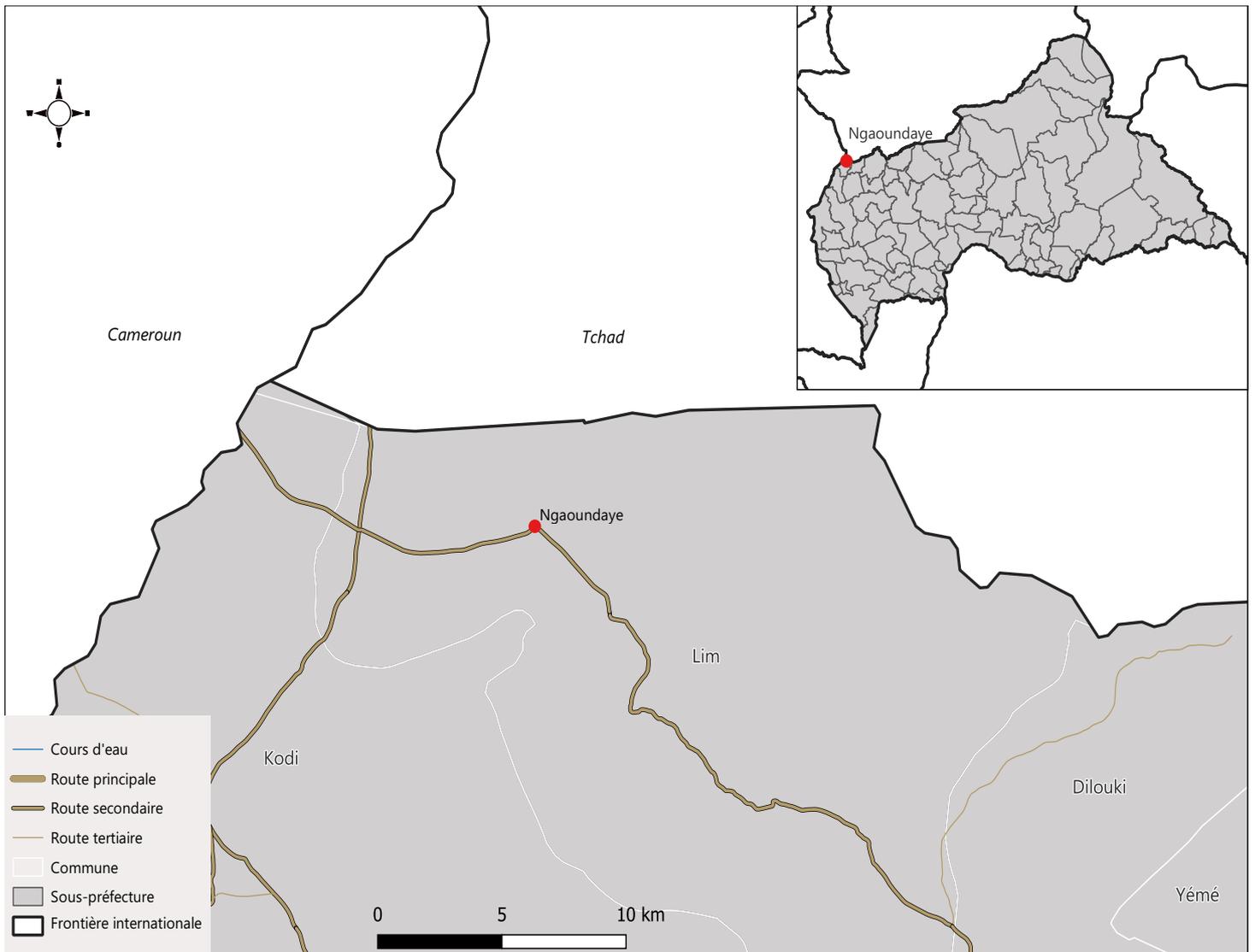
Selon les trois IC, les priorités pour les 12 prochains mois face à la crise incluent l'amélioration et la maintenance des services de base présents à Ngaoundaye. Malgré les tensions autour de l'utilisation des infrastructures de base, les relations entre la population hôte et les retournés étaient rapportées comme étant généralement bonnes. Les retournés avaient l'intention de rester, mais il manquait un plan pour la gestion efficace de cette situation, selon deux IC. La population a également exprimé le besoin d'un appui pour la réhabilitation des maisons détruites, avec une estimation de plus de 50% des habitants en besoin de soutien. Enfin, la création de radios communautaires est jugée nécessaire pour mieux informer la population.

CONCLUSION

L'évaluation territoriale de Ngaoundaye a mis en lumière plusieurs priorités pour l'amélioration des conditions de vie et de la résilience de la population locale. La réhabilitation des infrastructures éducatives et de santé, ainsi que des points d'eau, est apparue comme nécessaire. De plus, la gestion des tensions intercommunautaires et l'amélioration de la coordination entre les différents acteurs humanitaires et administratifs locaux seraient également nécessaires pour répondre efficacement aux besoins de la population, notamment ceux des retournés. Les points d'eau nécessiteraient une attention particulière, du point de vue financier et en termes d'équipements de maintenance pour garantir leur fonctionnalité et accessibilité. La réhabilitation des infrastructures éducatives et de santé semblait également être une priorité pour la localité. Une attention particulière pourrait être apportée à l'état des équipements scolaires et au matériel didactique, ainsi qu'au renforcement des capacités des agents de santé.

Enfin, les IC ont souligné le besoin d'amélioration de la gestion et de la coordination de l'arrivée des retournés. Ils ont mentionné l'importance de disposer davantage de ressources financières, humaines et logistiques afin d'améliorer l'efficacité de la gestion. Afin d'améliorer la résilience et les conditions de vie des populations hôtes et retournées à Ngaoundaye, les enquêtes menées ont révélé l'importance de la réhabilitation des infrastructures, du renforcement des capacités locales, et l'amélioration de la coordination et de la gestion des ressources entre les différents acteurs intervenant dans la localité.

Carte 3 Situation géographique de Ngaoundaye



METHODOLOGIE

Une approche mixte qualitative et quantitative a été utilisée lors de la collecte de données, menée du 4 mars au 10 mars 2024 dans la commune de Ngaoundaye. La composante qualitative comprenait quatre groupes de discussion (FGD) avec les habitants de la ville de Ngaoundaye et quatre entretiens semi-structurés avec des Informateurs Clés (IC). Les IC communautaires identifiés étaient issus des autorités locales et des acteurs humanitaires programmatiques de la localité. Afin d'identifier les potentielles voies d'amélioration de la coordination entre les acteurs internationaux de la réponse et les acteurs locaux présents dans la ville de Ngaoundaye, REACH a utilisé des questionnaires semi-structurés pour interviewer ces quatre IC. Par ailleurs, quatre groupes de discussion (FGD) ont été menés à l'échelle de la ville, dont deux groupes de discussion avec les populations retournées et deux autres groupes de discussion avec les populations hôtes de la ville de Ngaoundaye. Par type de population, un groupe a été réalisé avec des hommes et l'autre avec des femmes.

Un questionnaire qualitatif a été mis en place par REACH pour conduire des groupes de discussion auprès des différents groupes de populations. Côté quantitatif, 38 IC gestionnaires des infrastructures de base ont été interviewés, afin de bénéficier d'information sur le marché, le centre de santé, l'établissement scolaire et les points d'eau de la localité. Cet exercice a permis de cartographier les infrastructures de base

de la ville de Ngaoundaye et de connaître leur niveau de fonctionnement et leur fréquentation.

Limites

Les résultats de l'évaluation sont indicatifs pour les groupes de discussion et les entretiens avec les IC - acteurs de la coordination concernant les besoins des populations ainsi que les mécanismes de coordination. Cela signifie qu'ils ne donnent qu'une indication de la situation sur place, et nécessiteraient davantage de recherche afin d'être confirmés. Cette limite ne s'applique toutefois pas aux résultats concernant les infrastructures, car la méthodologie qui a été appliquée était celle du recensement. Par ailleurs, les résultats présentés dépendent de la perception des enquêtés et des informations qu'ils ont pu partager avec les enquêteurs lors des entretiens.

Par ailleurs, les difficultés de connexion internet dans la ville de Ngaoundaye n'a pas permis un nettoyage interactif des données quantitatives pendant la collecte. Le nettoyage des données a donc eu lieu post-collecte, ce qui a pu entraîner des pertes d'information lors de vérifications auprès de l'équipe terrain.

Les bases de données quantitatives et qualitatives ainsi que les outils de collecte Kobo utilisés dans le cadre de la collecte de données sont disponibles sur le REACH Resource Center.

Notes de bas de page

¹ Crisis Group, Dix ans après le coup d'État, la République centrafricaine, 2023.

² World Bank Group, Central African Republic - Priorities for Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity: Systematic Country Diagnostic, 2019

³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), République centrafricaine : les besoins humanitaires demeurent sévères en 2023, 2023.

⁴ Shelter Cluster Central African Republic, RCA: Rapport Narratif CMP (Commission Mouvement de Populations), 2023

À PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org

